

## La vaccination à la traine

Les titres et commentaires de la presse les plus humiliants pour notre pays se succèdent.

### **« Un scandale d'État » selon le président du Grand Est**

Le président de la région Grand Est, Jean Rottner, a exprimé sa colère sur France 2 lundi matin face à ce qu'il considère comme un « scandale d'État » sur le retard pris par la vaccination contre le coronavirus en France. Il dénonce « un manque persistant de concertation avec les acteurs locaux ».

L'Etat a dédaigné les propositions de nombreux maires de mettre en place des « vaccinodrômes ».

Geoffroy Boulard, le maire du 17ème arrondissement de Paris, avait proposé dès cet été d'ouvrir un centre de vaccination dans sa mairie. Il n'a toujours pas de réponse des autorités sanitaires. "*Le retard sur la vaccination est tout à fait inacceptable*", dénonce-t-il.

Pour certains commentateurs, le délabrement de notre organisation sanitaire est « un symptôme de notre déclin ».

Les « justifications » du Gouvernement énervent encore plus les élus et les médecins : on aurait « privilégié les Ehpad », on aurait voulu « prendre le temps de la réflexion » , comme s'il pouvait y avoir encore une réflexion à mener.

Olivier Veran ne s'est même pas rendu compte qu'en disant cela il a renforcé les doutes des personnes inquiètes : que reste-t-il à vérifier à ce stade ?

On croit comprendre, aussi, que le choix français est d'assurer les deux injections dans le délai prescrit de 3 semaines, pour garantir une efficacité à 80 %, au lieu des 60 ou 70 % qui résulteraient de l'allongement de ce délai. Ceux qui ont quelques notions de mathématiques se demandent pourquoi on choisit de vacciner moitié moins de monde pour assurer l'efficacité de 80 %, plutôt que d'en vacciner le double avec une perspective d'efficacité de 60 %. Sauf erreur de calcul, dans le premier cas on « sauve » 80 personnes, dans le second on en sauve 120.

La fausse colère du président Macron n'a pas trompé ceux qui savent à quel niveau de centralisation de décision on est parvenu en France. La désignation de l'administration comme coupable des lenteurs ne trompe que ceux qui n'ont jamais travaillé dans la haute administration au point de contact entre l'administration et son chef, le ministre : l'administration est ce que les ministres en font. La paupérisation de notre système de santé n'est pas le fait de l'administration ; les hauts fonctionnaires qui ont imposé les économies qui nous coûtent tant aujourd'hui ont agi sur ordre. Depuis le début des temps historiques, la désignation d'un bouc émissaire a été un moyen de gouvernement en période difficile

Les chiffres officiels au 1<sup>er</sup> janvier sont accablants

NOMBRE DE DOSES DE VACCINS ADMINISTRÉES DANS LE MONDE  
AU 1<sup>ER</sup> JANVIER

**CHINE 4.500.000**  
**ÉTATS-UNIS 2.790.000**  
**ISRAËL 1.000.000**  
**ROYAUME-UNI 944.539**  
**ALLEMAGNE 131.625**  
**CANADA 99.643**  
**BAHREÏN 58.643**  
**RUSSIE 52.000**  
**POLOGNE 47.600**  
**ITALIE 32.969**  
**DANEMARK 29.483**  
**MEXIQUE 24.998**  
**PORTUGAL 16.701**  
**ROUMANIE 10.829**  
**CHILI 8.648**  
**CROATIE 7.864**  
**OMAN 6.516**  
**AUTRICHE 6.000**  
**KOWEÏT 2.500**  
**FINLANDE 1.767**  
**GRÈCE 1.763**  
**LUXEMBOURG 1.200**  
**ARGENTINE 700**  
**FRANCE 332**